

## Formez, déformez, reformez... vos bataillons <sup>(1)</sup>



*J'ai de la chance ! Je fais partie des quelques 650 profs d'écoles normales qui vont avoir la joie, dès la fin de l'année scolaire, de se reconverter ! Belle occasion de prouver une fois de plus que l'éducation c'est l'adaptation n'est-ce pas ? Et l'adaptation **brutale** quand c'est la loi de la jungle qui règne ! Parce que, rappelez-vous, il y a moins de dix ans, déjà, on a demandé aux professeurs du secondaire qu'étaient alors les professeurs d'écoles normales de devenir des pédagogues, des didacticiens... ce qui s'est fait à grand-peine, il faut bien l'avouer, puisque l'essentiel de la conversion consistait à oublier l'enseignement secondaire pour s'initier aux arcanes du terrain primaire ! Cette fois on va pouvoir faire le contraire, inaptés que nous sommes devenus à enseigner directement dans le second degré. Enfin, ça n'a pas d'importance n'est-ce pas ? Si l'on tenait compte des aspects humains où irions-nous ?*

*Mais tout ceci, n'est-ce pas, c'est du qualitatif ! Sans intérêt... car, pendant ce temps-là, les syndicats négocient (ou se plaignent de ne pouvoir négocier) des revendications purement quantitatives : allongement de la durée de la formation initiale par exemple, revendications justifiées par des parti-pris abstraits (élévation du niveau = revalorisation de la fonction d'enseignant = rémunération accrue, etc.) qui, lorsqu'il est nécessaire de retomber sur le terrain du concret, se situent exclusivement dans le cadre de l'école capitaliste telle qu'elle est, telle qu'elle fonctionne au profit du système social en place (élévation du niveau = formation en université. Comme si c'était une garantie de formation scientifique !) au lieu de se situer sur le terrain des luttes anti-capitalistes, anti-ségrégatives, anti-hiérarchiques (recherches sur d'autres modes de formation dans*

(1) Titre proposé par la rédaction.



bon nombre de mouvements pédagogiques — I.C.E.M., G.F.E.N., C.E.M.E.A., C.R.A.P., etc. —, dans pas mal d'écoles normales — Chartres, Le Mans, etc. —, dans de larges secteurs de la recherche — I.R.E.M., I.N.R.P., etc. —, mais aussi, il est vrai, dans des secteurs universitaires — Vincennes, Nice, Caen, etc.). Ce qui conduit à cette absurdité que certains syndicats, actuellement, négocient l'allongement de la formation initiale avec l'Etat qui, au même moment, réprime tout ce qui, de près ou de loin, remet en cause sa stratégie de conditionnement idéologique des enseignants parce qu'elle ne fonctionne plus assez :

- Suppression de 650 postes de P.E.N. ;
- Menaces contre les écoles qui tentent d'autres formes de pédagogie : Breuil-le-Sec, Woippy, école Decroly, Villeneuve de Grenoble, etc ;
- Liquidation des lieux de recherche : I.N.R.P., C.N.R.S., I.R.E.M., etc.
- Bouleversement des vacances scolaires ce qui, entre autre, entrave le fonctionnement des mouvements pédagogiques ;
- Etranglement des secteurs universitaires peu conformes ;
- Diminution considérable des enseignants recrutés, à tous les niveaux ;
- Redéfinition étroite des programmes de l'école élémentaire ;
- Décentralisation du pouvoir central en direction des recteurs, inspecteurs d'académie, I.D.E.N. et chefs d'établissement ;
- Etc.

Ce qui signifie bel et bien que si allongement de la formation initiale il y a, ce sera tout bénéfique idéologique pour l'Etat capitaliste puisque, entre temps, il aura repris en mains, autoritairement, tous les secteurs de formation, évincé tous ceux qui auraient pu être gênants, et qu'il pourra donc plus longuement conditionner les futurs enseignants.

Après ça, les syndicats peuvent bien reprendre, parmi les recherches concrètes des mouvements pédagogiques, quelques mots coupés de leur contexte et surtout de leur réalité effective, ce n'est que poudre aux yeux !

D'ailleurs, ce n'est qu'un tout petit aspect de la politique scolaire de l'Etat, actuellement, car, en fait, c'est d'un véritable DÉMANTÈLEMENT DE L'ÉDUCATION NATIONALE qu'il s'agit.

En effet, il est manifeste qu'il y a restructuration de l'Education Nationale. Comme si elle ne répondait plus aux fonctions que le capitalisme attendait de l'école ! Effectivement, sur le plan budgétaire, c'est un réel service public qui, contrairement à la S.N.C.F. ou aux P.T.T. ne peut compter sur des rentrées financières (timbres, téléphone, tarifs des transports, etc.) pour atténuer ou compenser le coût de son fonctionnement. La solution est évidente : il faut faire des économies !

Sur le plan de la formation professionnelle, la rentabilité est également faible. A tel point que le C.N.P.F., sous prétexte de réduire le chômage, peut proposer d'assurer lui-même la formation professionnelle des jeunes. La solution est évidente : il faut privatiser le plus possible la formation professionnelle de façon à ce qu'elle ne pèse plus financièrement sur l'Education Nationale et qu'elle soit directement articulée sur les besoins à court terme de l'industrie.

Sur le plan de la normalisation idéologique, l'opération n'est plus assez rentable non plus. En effet, l'idéologie transmise de « bas en haut » du système scolaire varie entre deux pôles : d'une part, les valeurs morales du siècle passé (obéissance, respect, passivité, non-créativité, etc.), totalement inadaptés aux besoins de la société capitaliste contemporaine ; d'autre part des valeurs subversives (esprit coopératif, pouvoir collectif autogéré, refus de la hiérarchie, etc.) dangereuses pour la pérennité du pouvoir en place, et ce d'autant plus qu'elles sont le fruit d'un certain nombre de pratiques concrètes. La solution est évidente : puisqu'il faut faire des économies, autant supprimer **d'abord** les secteurs les moins contrôlés, les plus subversifs potentiellement. Autrement dit les lieux où il y a recherche.

En fait, la seule fonction de l'école qui demeure utile, c'est le réservoir de main-d'œuvre non qualifiée fournie par les impasses polymorphes de la soi-disant débilité mentale !

En outre, ce qui éclaire fortement cette restructuration, c'est, dans l'ombre, le pactole de l'« école parallèle » comme on l'a déjà appelée (vidéo-cassettes, terminaux d'ordinateurs, etc.), l'électronisation de l'enseignement programmé aussi rentable sur le plan économique que sur le plan idéologique puisque là tout pourra être contrôlé et normalisé. C'est déjà partiellement en place aux U.S.A. et ça arrive petit à petit en France ! Voyez, à la F.N.A.C. par exemple, ces petits appareils à circuits intégrés qui s'appellent : Speak and spell, Dataman ou Little Professeur ! Un aveu !

Christian POSLANIEC